

Le combat contre la fermeture d'une classe à Sauchay, près de Dieppe continue

4 minutes

Mis en ligne le 9/02/2021 à 04:55

Éducation. Les élus du regroupement pédagogique intercommunal (RPI) se battent bec et ongle pour sauver leur école.

Sauchay. Les élus du regroupement pédagogique intercommunal (RPI) se battent bec et ongles pour sauver leur école.



Le combat contre la fermeture d'une classe à Sauchay continue. (Photo PN)

Gérard Larchevêque, Bruno Gendron et Christophe Louchel étaient présents aux côtés des membres du Sivos (Syndicat intercommunal à vocation scolaire) du regroupement pédagogique intercommunal (RPI) de la vallée de l'Eaulne et d'une trentaine de parents lors de [la grande manifestation orchestrée à Dieppe](#), samedi dernier en réaction à la future carte scolaire (lire notre édition du 6 février 2021). L'école primaire de Sauchay est en effet menacée d'une fermeture de classe à la prochaine rentrée. Pour les élus, c'est une aberration : « Nous nous sommes équipés pour pouvoir recevoir un enfant handicapé (rampe d'accès, bloc sanitaire), on a refait le préau, il y a eu aussi des travaux faits à l'école maternelle et possède aujourd'hui une salle de motricité avec dortoir séparé. Il y a aussi pas mal de constructions à venir sur les trois communes. Mais l'Académie préfère surcharger les classes. Comment attirer vers le métier de professeur avec ces conditions ? » Et d'ajouter : « le personnel est payé par le Sivos et on continuera à le payer même en cas de suppression de classe. On a les locaux, les équipements, notamment en informatique, le personnel donc il nous manque un employeur ». Outre le souci de préserver la qualité d'enseignement dans les écoles de ces trois villages, les élus s'inquiètent aussi pour le devenir des Sivos, menacés de disparaître dans 5 ou 6 ans au profit de groupes scolaires. En 2011, une étude avait été faite pour une construction à Ancourt, chiffrée à 6 M€.

La com'com refuse la compétence scolaire

« Même avec des aides, c'est impossible à financer pour des petites communes comme nous ! s'agace Bruno Gendron,

maire de Bellengreville. J'ai alerté il y a quelques mois le président de la com'com sur le problème. Patrice Philippe avait répondu qu'il fallait en effet réfléchir. Mais c'est agir qu'il faut ! La communauté de commune refuse la compétence scolaire, ce que je comprends : avec tous les Sivos qui existent et aucun qui ne fonctionne pareil, c'est une usine à gaz. Il faut que nos Sivos continuent à vivre dans 5 ans et au-delà et y réfléchir aujourd'hui ! » Interpellé par le maire d'Envermeu, ouvert à l'accueil des élèves du RPI de l'Eaulne et avec l'idée à long terme de créer un groupe scolaire sur sa commune, Bruno Gendron réagit : « Il craint sans doute pour la fermeture d'une classe dans son école. Saint-Nicolas aussi réfléchit à accueillir des élèves d'autres communes. Mais ce n'est pas là le problème. Que nos enfants soient dans tel Sivos ou dans telle école, l'essentiel est qu'ils s'y sentent bien et qu'ils n'aient pas des heures de transport. Et je ne suis pas favorable pour un groupe scolaire à Envermeu pour le coût engendré pour nos petites communes. C'est impensable de quitter le Sivos », conclut l'édile qui appelle toutes les parties prenantes du Syndicat scolaire à se réunir afin de trouver une solution.